



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

Arrêté préfectoral n° 2025/00372 du 03 FEV. 2025

**portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE) – SUEZ RV IDF VITRY
sise 17, rue Eugène Hénaff à Vitry-sur-Seine**

LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Etienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2012/184 du 19 janvier 2012 portant codification des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de la société CYCLEADE sise à Vitry-sur-Seine, 17 rue Eugène Hénaff ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 novembre 2024 établi à la suite de la visite d'inspection, effectuée sur site le 11 novembre 2024, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le courrier préfectoral en date du 23 décembre 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue du délai fixé par le courrier du 23 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par SUEZ RV IDF VITRY au 17 rue Eugène Hénaff à Vitry-sur-Seine, est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement relevant des rubriques 2791-1 [A], 2714-1 [E], 2716-1 [E], 2715 [D], réglementé par l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas dressé la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;

- CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de campagne de prélèvements et d'analyses des rejets aqueux de son site, conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de campagnes d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement et sur les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative, conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas transmis les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux articles 2, 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- CONSIDÉRANT** que face aux inobservations des prescriptions applicables à la présente installation, il convient de mettre en demeure l'exploitant à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, en vertu du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

Arrête

Article 1^{er} : Objet de la mise en demeure

À compter de la notification du présent arrêté, la société SUEZ RV IDF VITRY sise 17, rue Eugène Hénaff à Vitry-sur-Seine, est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé :

- a) article 2 - dans un délai de 1 mois : « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. » ;
- b) article 3 - dans un délai de 3 mois : « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° L'analyse de chacune des substances suivantes :

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8	6510
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1	6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8	6549
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	2723-12-01	8739
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1	8740
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5	8741
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8	8742

3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes :

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
Acide perfluorotétradécanoïque	PFTeA ; PFTeDA	0376-06-07	6547
Acide perfluorohexadécanoïque	PFHxDA	67905-19-5	8984
Acide perfluorooctadécanoïque	PFODA	16517-11-06	8985
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	HFPO-DA (Gen X)	13252-13-6 (62037-80-3)	8982
4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid	DONA ; ADONA	919005-14-4 (958445-44-8)	8983
Perfluoro([5-méthoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic acid	C6O4	1190931-27-1 (1190931-41-9)	8981
2-perfluorohexyl ethanol (6 : 2)	6 : 2 FTOH ; FHET	647-42-7	7997
2-perfluorooctyl ethanol (8 : 2)	8 : 2 FTOH ; FOET	678-39-7	8000

- c) article 4 - dans un délai de 4 mois : «[...]III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...] » ;

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 n'est pas satisfaite dans les délais prévus par le présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Melun - 43 rue du Général-de-Gaulle - 77008 Melun Cedex, dans un délai de deux mois qui suit la date de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique TELERECOURS à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr>

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Unité départementale du Val-de-Marne (DRIEAT-UD94), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société.

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Ludovic GUILLAUME